

---

## LES RAPPORTS ENTRE L'EUROPE ET LE MONDE ARABO-MUSULMAN. COOPÉRATION ET SÉCURITÉ

---

O Doutor Djillali Liabés foi vítima de um atentado em Argel, em 16 de Março de 1993, do qual resultou a sua morte que muito se lamenta.

A publicação desta conferência, que foi proferida no IDN em 14 de Janeiro de 1993, deve-se a uma gravação que o autor não teve oportunidade de rever.

*Djillali Liabés*

---

## LES RAPPORTS ENTRE L'EUROPE ET LE MONDE ARABO-MUSULMAN. COOPÉRATION ET SÉCURITÉ

---

Le thème de cette conférence, qui est très important, c'est un thème qui gagnerait à être travaillé et approfondi, non pas seulement du point de vue arabo-musulman, mais également du point de vue européen, pour que chacun, des deux côtés de la Méditerranée, puisse s'apprécier sur une connaissance précise de l'autre. Je suis avant tout un chercheur et je pense que je partage avec les chercheurs cette qualité, quelquefois négative, qui est de vouloir décortiquer le sens des mots, de voir que dans le monde arabo-musulman il y a des mots qui signifient des choses. Mais je pense que commencer une conférence par poser un certain nombre de repères est important pour la suite de l'exposé.

Le monde arabo-musulman, c'est d'abord le monde arabe. Et la notion de monde arabe est une notion qui est propre à la théorie des relations internationales, qui voit dans les pays arabes un ensemble homogène et qui considère que cette homogénéité tient à un facteur essentiel, le facteur linguistique. Le monde arabe, c'est l'ensemble des États, donc des sociétés organisées politiquement à l'intérieur de frontières nationales, qui partagent entre eux le fait de parler l'arabe. Dans tous ces États, l'arabe est la langue sinon officielle, tout au moins nationale. Ça, c'est le premier élément d'identité. Le deuxième élément d'identité est que, dans sa quasi totalité, le monde arabe est musulman. Donc la religion musulmane est, dans 90% des pays arabes, une religion d'État. Et c'est une donnée fondamentale sur laquelle nous allons nous interroger par la suite.

Donc deux facteurs identitaires importants: le facteur linguistique et le facteur religieux. Ce sont des facteurs qui ont été à l'origine d'un sentiment national profond qui s'est traduit, au cours des temps et depuis le milieu du siècle dernier, depuis 1840-1850, par un sentiment national très vif. Ce sentiment national a été le sentiment d'appartenir à une même nation, qui s'appelle la nation arabe, la communauté arabe. Le deuxième élément

d'identité est l'élément religieux. Quand on dit «le monde arabe», on dit «le monde arabe et musulman de par la religion». C'est une donnée importante, bien que des pays arabes comme l'Égypte, la Syrie, le Liban, l'Irak soient des pays où coexistent toutes les religions monothéistes. En Irak, il y a d'autres religions, comme le rite zoroastrien qui est une croyance pré-chrétienne. Mais, du point de vue de l'identité, on considère ce monde arabe comme étant un monde musulman. Et on fait abstraction des très fortes minorités chrétiennes qui existent en Syrie, qui existent en Irak. Qui existent en Syrie avec les coptes qui constituent tout de même 10% de la population. Mais on dit que, culturellement parlant, au plan des traditions, au plan de la vision du monde, au plan de la philosophie générale de la vie, ce sont des pays musulman.

Seulement à l'examen, pour ne parler que du monde arabe, c'est un monde arabe qui est le lieu de situations différentes, hétérogènes. Différentes et hétérogènes au plan par exemple des populations, au plan démographique. Il n'y a aucune commune mesure entre le poids démographique de l'Égypte plus de 56 millions d'habitants, et un émirat comme l'Émirat de Qatar; il n'y a aucune commune mesure, du point de vue du PNB par tête d'habitant, entre un pays comme la Somalie — qui est en train de souffrir et de quasiment disparaître de la carte, bien que, j'espère, cette disparition n'est que provisoire — qui selon la statistique de 1990 avait 100 dollars de revenue par tête et par an, et les Émirats Arabes Unis où le revenu par tête et par an est de 19 650 dollars. C'est un écart important, ce sont des situations sociales différentes du point de vue des aspirations, du point de vue des conditions d'existence, du point de vue des avenir. Ce qui veut dire qu'on peut imaginer un avenir au Koweït ou en Arabie Saoudite, mais il est impossible d'imaginer des avenir pour les enfants ou des carrières pour soi-même dans les pays qui sont soumis à de terribles régressions aussi bien au plan économique qu'au plan civilisationnel. Nous avons vu les facteurs d'identité, c'est-à-dire les facteurs d'unité qui font qu'un habitant qui habiterait en Mauritanie se reconnaît exactement dans la langue, dans les traditions, dans la façon de penser de celui qui habite à Riyad ou de celui qui habite à Bagdad ou au Caire. Donc, on se sent chez soi. Mais on sent également différent, parce qu'il y a des histoires nationales différentes.

Le deuxième élément de distinction, après les hétérogénéités au plan économique, c'est le fait que les États nationaux arabes ont connu des histoires

différentes. Je pense que ces histoires se cristallisent actuellement dans quatre sous-ensembles. Au plan du traitement de la question du monde arabe du point de vue stratégique, il y a le monde maghrébin et, principalement, les quatre pays qui étaient colonisés par la France jusqu'en 1962 et où la dernière indépendance a été celle de l'Algérie. Ils ont un élément commun — en plus de celui d'avoir été colonisés par la France — qui est d'avoir des populations qui parlent un dialecte pré-existant à l'introduction de la langue arabe qui est devenue, pour tous ces pays, la langue nationale. La ligne de partage, donc la frontière aussi bien linguistique qu'au plan des traditions, de ce premier sous-ensemble, serait constituée par la Lybie. Un deuxième sous-ensemble, qui est très ancien et a été recomposé, est celui du Soudan et de l'Égypte. Au plan du traitement du monde arabe, son poids démographique, son poids en potentialités, son poids également en problèmes qu'il faut résoudre de développement et de croissance démographique, font qu'on peut le considérer comme étant un sous-ensemble à lui tout seul. Un troisième sous-ensemble dans le monde arabe, ce sont tous les États pétroliers du golfe dans lequel nous sommes obligés d'inclure le Yémen pour des problèmes de commodité et d'analyse stratégique. Puis nous avons le quatrième sous-ensemble qui était anciennement colonisé par l'Angleterre et par la France, où ensuite les frontières nationales ont été redécoupées en fonction d'un certain nombre de considérations et dont nous sommes actuellement en train de payer les prix et les frais: ce sont tous les pays du Proche-Orient, appelés les pays du Croissant Fertile, c'est-à-dire le Liban, l'Irak, la Syrie et Israël et Palestine. Quand je dis Israël et Palestine, je les situe les deux parce qu'ils constituent les points d'exacerbation du conflit entre l'Occident et le Monde Arabe. Donc ces quatre sous-ensembles ont, au plan N moins 1, des identités différentes: on se sent arabe, mais le fait d'être Libanais ou Syrien fait qu'on se sent arabe d'une façon différente qu'en étant Tunisien ou Algérien, ou Mauritanien, ou Marocain.

L'autre élément, c'est que ce monde arabe est enfermé dans des frontières qui étaient, dans beaucoup de cas, des frontières ethniques. Mais qui, au fil des ans — et c'est là que je fais la transition avec le monde arabo-musulman —, se sont estompées. Si on considère les deux derniers sous-ensembles, on a les pays du Croissant, donc le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Irak, Palestine et Israël, constituant un ensemble relativement homogène — car c'est un ensemble arabe de par la langue, de par les traditions, de par le mode d'organisation familiale, de par le mode de régulation politique, où

prévaut le système tribal-féodal — où on peut inclure également toute l'Arabie Saoudite avec ses démembrements du Koweït, des États pétroliers, du Yémen etc., soit toute la Péninsule Arabique. Or ces pays arabes d'origine étaient bordés à leurs frontières par d'autres ethnies, c'est-à-dire d'autres peuples d'autres nations. Il y a la Turquie qui parle une autre langue que l'arabe, la langue turque des turkmènes; il y a la Perse qui est actuellement l'Iran; et il y a d'autres pays qui bordent vers l'Est ce monde arabe. Vers son Sud, pour l'Afrique du Nord, ce sont tous les pays de l'Afrique Noire qui sont différents du point de vue de la race, du point de vue de la religion, du point de vue de l'expérience étatique, du point de vue de l'organisation sociale et politique. Mais, quand on regarde un peu la carte géographique du monde géostratégique on s'aperçoit que, malgré ces différences, ces pays appartiennent à un monde qu'on va appeler le monde arabo-musulman. Donc, là aussi, les mots quelquefois dépassent le sens qu'on veut leur donner. Le monde arabo-musulman est un monde constitué par 1 milliard de croyants. Autant je pouvais dire que le monde arabe est habité par 230 millions d'arabes, autant je dirai que le monde arabo-musulman a son aire de départ en Arabie Saoudite actuellement et dans la Péninsule Arabique ensuite. Il a commencé, par le biais de la religion musulmane au courant du VII<sup>ème</sup> jusqu'au XIV<sup>ème</sup> siècle de l'ère chrétienne, à se propager jusqu'aux confins de l'Himalaya et jusqu'à l'Extrême-Orient avec l'Indonésie, pointe extrême orientale du monde arabo-musulman et pays complètement noyé dans un système géopolitique qui, lui, est tout à fait différent. Nous avons donc l'Indonésie, qui est un point démographique important et ensuite, quand on s'approche des frontières occidentales, nous avons le Bangla Desh, nous avons le Pakistan, nous avons l'Afghanistan, nous avons l'Iran et la Turquie. Si on additionne les populations de ces États-Nations, qui se sont constitués par référence à l'Islam, mais qui se sont constitués principalement par référence à une vieille tradition étatique comme la Turquie, l'Iran, le Pakistan, etc., on s'aperçoit qu'on arrive facilement à 700 millions d'habitants. Chez les autres, la différence est constituée par tous les pays qui ne sont pas musulmans de par la nomenclature internationale, mais où il y a de très fortes minorités — quelquefois majoritaires au plan de la population — musulmanes qui sont en train de s'étendre. Là, je parlerai de tous les pays sub-sahariens, donc à partir du Sénégal, en passant par le Niger, le Mali, le Nigéria, etc. Tous ces pays connaissent un regain de ré-islamisation depuis la fin des années 60. Ça, c'est un point important.

Il y a un autre facteur d'identité, qui est une appartenance à une aire civilisationnelle qui s'appelle l'Islam. Ce qui fait qu'à Djakarta ou à Nouakchott, on prie pratiquement — mis à part les décalages horaires — à la même heure et on pratique les mêmes prières, on fête les mêmes fêtes que dans tout le monde musulman. Evidemment qu'il y a des rites différents, mais des rites qui sont devenus — avec cette islamisation qui est vécue à l'échelle mondiale — des contradictions secondaires ou des différences secondaires qui vont s'estomper. L'essentiel, c'est de se sentir unis par la religion. Qu'on soit shiit ou sunnite importe peu, qu'on soit pakistanais, indonésien ou algérien importe très peu. Il y a donc un très fort facteur d'identité, de reconnaissance mutuelle, qui l'emporte sur les facteurs de distinction.

C'est là un peu le sentiment que vous donne un chercheur qui travaille énormément sur l'expression des populations à la base. Mais au niveau des systèmes politiques, au niveau des systèmes d'alliances, les choses ne sont pas aussi évidentes. Il y a des pays arabo-musulmans qui sont non-alignés, il y a des pays arabo-musulman qui font partie de traités — je parlerai de la Turquie avec son rôle dans l'OTAN, je parlerai du Pakistan avec son rôle dans l'OTASE. Il y a donc beaucoup des pays arabo-musulmans qui sont impliqués dans des alliances à caractère géostratégique et, donc, qui dépassent de loin les aspects identitaires et les aspects d'appartenance, et qui s'inscrivent dans des rapports de force qui impliquent des pays à religions différentes. La Turquie est impliquée dans l'OTAN, qui regroupe dans 99% des cas des pays — si on considère seulement le facteur religieux — de religion chrétienne et — si on considère le facteur linguistique — de différentes langues. Ce facteur est important, et je crois que le discours qui est développé sur l'identité du monde arabo-musulman va également à l'encontre de ces alliances et à l'encontre de l'existence-même de ces pays arabo-musulmans qui sont alliés naturels des pays musulmans où qu'ils se trouvent, et en même temps inscrits et impliqués dans des traités généralement sous l'hégémonie de pays non musulmans.

C'est donc un facteur d'identité important, mais aussi un facteur dialectique. Quand on dit «nous sommes musulmans», cela veut dire en toutes lettres «nous ne sommes pas chrétiens, nous ne sommes pas israélites», cela veut dire qu'on se définit par rapport à notre religion par une sorte de négation, par une sorte de fracture. Cela veut dire: «autant je militerai pour des facteurs d'identité, de reconnaissance mutuelle, autant je dirai

qu'il est dangereux de se positionner dans une relation contradictoire avec les autres». Cela est important, c'est même un peu le sens de cette conférence. Pourquoi? Parce qu'il y a une inflation de discours intégristes, qui ne sont pas intégristes seulement à fondements religieux. Ce sont des intégrismes à fondements linguistiques, ce sont des intégrismes à fondements raciaux, ce sont des intégrismes nationaux. En sociologie politique on dit «je suis ceci et cela», «je me pose en m'opposant», «ça fait partie de ma constitution», «je me forme une personnalité nationale en disant que je ne suis pas Français, et donc je revendique mon indépendance», un peu ce que disait l'Algérien pendant la guerre de libération nationale. D'ailleurs, un écrivain célèbre, qui est mort depuis quelques années, quand on lui posait la question «pourquoi parles-tu français, si tu refuses d'être Français?», il répondait d'une façon très naïve «j'ai appris la langue française pour dire aux Français dans leur langue que je ne suis pas Français». C'est donc un facteur qui est important et, évidemment, nous sommes là pour essayer de réfléchir ensemble sur les atouts de la coopération.

Comment est perçue l'Europe? Pour ça, je décortique et j'analyse les discours qui sont véhiculés par un certain nombre d'organisations qui font de la religion, qui font de l'appartenance à une unité linguistique, le fondement de leur action politique. Alors, l'Europe est perçue comment? C'est une vision totalement négative. D'abord, c'est un ensemble de puissances qui nous ont colonisés. Il y a là une position que j'appellerai laïque, profane, séculière, un rapport de colonisés à colonisateurs. Ce sont des rapports qui intéressent les gens qui vivent une vie terrestre. Mais cela devient tout à fait secondaire devant le deuxième élément de la critique, selon lequel l'Europe est l'Europe des infidèles. Quelquefois, quand on discute avec les jeunes qui sont énormément travaillés par les intégrismes, ils ne disent pas «nous allons en France» ou «nous allons en Europe», ils disent «nous allons chez les infidèles». Ce qui veut dire qu'il y a un rapport d'étrangeté d'abord, mais également un rapport qui est fondé sur un jugement de valeurs. C'est un intégrisme Sud-Nord, mais qui est lui-même la réaction à un intégrisme Nord-Sud. L'Europe est donc perçue comme la terre, ou la «maison», du non-Islam. Car la «maison de l'Islam» c'est ce qui permet d'être chez moi aussi bien à Djakarta qu'à Nouakchott, qu'au Caire ou à Beyrouth, etc. Mais il est impossible de me sentir chez moi si je suis à Madrid, ou à Lisbonne, ou à Paris, etc. Notez que je suis en train de décortiquer les expressions

Pourquoi ne suis-je pas chez moi? Là aussi, on essaye de rattacher l'histoire nationale, donc l'histoire terrestre, l'histoire profane, à l'histoire religieuse. On est donc chez les autres, les autres qui pratiquent des religions incomplètes, des religions quelquefois apocryphes. La vraie religion est la religion musulmane. Et, si je vais chez eux, c'est une sorte de sacrifice, une violence que l'on se fait parce que nous sommes obligés de vivre et d'entretenir des relations.

Ces intégrismes ne sont donc que l'expression renversée des intégrismes nationaux, qui sont diffusés tous les jours, amplifiés, véhiculés par tous les moyens de communication possibles et imaginables. Ce sont des images négatives de l'autre. C'est un moyen, pour des pays qui dépendent de l'Europe au plan de leur alimentation (entre 35% et 75%). La facture alimentaire que payent les 21 États de la Ligue Arabe se situe entre 19 et 25 milliards de dollars par an. L'Algérie paye à elle seule 2 milliards par an. Il y a aussi une dépendance au plan de la technologie, une dépendance au plan de l'armement, une dépendance au plan des médicaments, c'est-à-dire une société qui vit dans un rapport de dépendance qui conditionne son existence-même. C'est pour cela que le discours que l'on produit sur l'autre est un discours très violent, qui essaye de nier, négativement et complètement, l'autre en le dévaluant. Et cette dévalorisation, on la perçoit à travers les médias européens quand ils parlent de l'Arabe, quand ils parlent du Musulman, etc. C'est une façon de renvoyer l'image avec des arguments de métaphysique, des arguments empruntés à une lecture théologique qui n'est pas du tout la meilleure.

Il y a donc un monde arabo-musulman qui est partagé, qui obéit à des clivages linguistiques, à des clivages ethniques, à des clivages raciaux. Mais c'est un monde arabo-musulman qui se sent identique pour la raison bien simple qu'il a comme facteur de similitude et d'identification, l'Islam. Et c'est par rapport à ce facteur qu'il va ce positionner vis-à-vis de l'Occident, vis-à-vis du Nord — puisque nous sommes en train de parler des rapports de coopération entre le flanc nord et le flanc sud de la Méditerranée. Donc, comme je l'ai dit, l'Europe est perçue comme anciennes puissances coloniales. Aucun des pays arabes n'a été indépendant depuis 2 siècles, si on les prend un à un, depuis la Mauritanie jusqu'à l'actuel Liban. Tous ont été colonisés, tous ont été l'objet de mandats internationaux, tous ont été administrés d'une façon ou d'une autre, pour une période plus ou moins longue, par



les États français, anglais, espagnol, etc. Donc l'Algérie est incompréhensible sans les rapports avec la France, en Égypte la référence est l'Angleterre. Quand on parle des pays du Croissant Fertile, c'est un co-mandat franco-anglais; quand on parle des pays de la Péninsule Arabique, c'est l'Angleterre, et ainsi de suite. Et le découpage en États reconnus dans leurs frontières nationales, est un découpage qui est né de la décolonisation et qui n'obéit pas à des critères nationaux, mais plutôt à des critères stratégiques: la frontière entre le Liban et la Syrie par exemple, la frontière entre la Syrie et l'Irak, la frontière entre la Syrie et la Jordanie. Ce qu'il y a de particulier dans ce monde arabe, c'est que, bien que les frontières soient ratifiées d'une façon générale, ces frontières sont contestées. Elles sont contestées parce qu'elles ne sont pas l'expression de l'existence des pays anciens, comme l'Égypte, comme l'ensemble Syrie-Irak-Jordanie. On s'aperçoit que cela constituait, à l'époque, l'Empire du Levant, né de la décomposition de l'Empire Ottoman.

Donc la vision qu'on a de l'Europe est une vision complètement négative. Elle est négative du point de vue de la religion, elle est négative du point de vue de l'histoire, car on ne veut percevoir de l'Europe que l'ancienne puissance coloniale. C'est-à-dire que tous les problèmes dans lesquels nous nous débattons actuellement, sont des problèmes hérités. Ce sont les séquelles du colonialisme, ce sont les problèmes qui sont nés parce que les frontières sont artificielles et dictées par des impératifs de stratégie — et donc de politique interne de ces États coloniaux. Et puis, ce qui est fondamental à nos yeux, c'est-à-dire au plan de l'analyse, c'est que bien que nous soyons dépendants de vous pour tout, nous sommes différents et nous maintenons cette différence. Nous sommes dépendants de vous pour l'alimentation, donc pour subvenir à nos besoins essentiels; nous sommes dépendants de l'Europe pour nous soigner, nous sommes dépendants de l'Europe pour nous défendre. Ce qui veut dire que les deux éléments essentiels de la maintenance de toute société humaine, sont entre les mains de l'autre. C'est un point qui est important, et sur lequel il importe de réfléchir.

Mais, d'un autre côté, l'Europe est dépendante du monde arabe pour des tas de raisons, et ce ne sont pas les raisons économiques qui sont les plus fondamentales. Je crois qu'il y a une dépendance qui est plutôt une interdépendance. Il n'y a pas un rapport de soumission, de souveraineté, de tutelle ou de vassalité, mais une relation de coexistence nécessaire. Nous sommes là, nous sommes interdépendants, nous avons des choses que nous

vous donnons, et vous avez des choses que nous allons recevoir. Et je crois que c'est comme ça qu'il faut essayer de réfléchir dans l'avenir. Je ne parle pas du pétrole, je ne parle pas du gaz, je ne parle pas de toutes ces ressources naturelles qui constituent les moyens de la croissance économique, des fondements de la puissance économique. Je parlerais plutôt de l'intérêt de traiter les deux rives de la Méditerranée comme deux rives complémentaires. Pourquoi? Il y a une raison économique: nous avons des choses que vous n'avez pas, et vous avez des choses que nous n'avons pas. Là, on peut laisser ces appréciations aux patrons d'entreprises ou aux gestionnaires de l'économie. Ce sont des aspects importants, mais des aspects d'accompagnement, à condition que l'on ait une vision commune de ce qu'on veut faire de la Méditerranée. Je crois que ce qu'on veut faire dans la Méditerranée, c'est un espace de dialogue, parce que nous avons la chance, dans ce bassin, d'avoir des nations qui sont historiquement enracinées. Dès qu'on traverse ou dès qu'on descend au sud du Sahara, nous avons affaire à des États ou des sociétés qui sont, au plan de la tradition étatique, encore à l'âge où on met les bases d'une tradition de souveraineté nationale. Nous avons en commun d'abord — et cela indépendamment des discours et des positions des intégristes et des intégrismes — une façon de traiter rationnellement les choses, et je crois que le monothéisme y est pour énormément. Nous avons également en commun cette volonté de ne pas voir dans l'autre quelqu'un d'inférieur. J'ai énormément travaillé sur les migrants, et ce que j'avais fait remarquer dans un des papiers à la fin des années 70, c'est comment les émigrés quand ils reviennent au pays se comportent quelquefois avec beaucoup d'arrogance. C'est parce qu'ils viennent d'une société organisée, où les choses sont normales, où on n'a pas les difficultés du quotidien, où on n'a pas de coupures d'eau, où on n'a pas de pénurie de ceci, où on n'a pas de pénurie de cela. Ce qui veut dire que le rapport qu'il a avec la société dans laquelle il travaille — la France, l'Allemagne, la Belgique, etc. — est un rapport avec une société normale dans laquelle il évolue naturellement parce qu'il y est intégré depuis 5 ans, ou 10 ans, ou 20 ans. Quand il revenait en Algérie il trouvait des tas de problèmes, ne serait-ce que pour gérer son quotidien. C'est pour ça qu'il a ce comportement un peu arrogant, en disant «vous n'avez pas ceci, vous n'avez pas cela, ce n'est pas comme ça qu'il faut faire, etc.». Mais, en définitive, c'est une autre façon de dire «en France, bien que j'aie ceci, bien que j'aie cela, bien que j'aie ceci et cela, je ne suis ni ceci ni cela».

C'est une façon de renverser la vapeur, car cette arrogance ne fait que traduire un désarroi. Ils vivent le retour sur la France ou sur la Belgique comme un véritable drame. Ils disent «je suis obligé de repartir parce que demain se termine mon congé», mais ils vivent ce retour sur la France, ou sur l'usine, ou sur le travail comme étant une véritable déchirure. C'est donc une facture.

Et quand je dis que l'avenir doit être préparé maintenant, c'est qu'à mon sens il y a deux dangers. Le premier danger est que, comme vous l'avez remarqué, je n'ai pas du tout parlé de l'Afrique. Or beaucoup de pays arabes sont des pays africains. Ce qui est certain, c'est que quand on discute du dialogue euro-arabe, on discute des zones de la couronne, c'est-à-dire des pays qui bordent la Méditerranée et qui sont arabes par la langue, qui sont arabes par la culture, qui sont arabes par les traditions. Mais on oublie qu'ils ne sont que des points de jonction vers des mondes qui s'appellent le monde asiatique et le monde africain. Et le danger est de méconnaître l'importance, en termes de stabilité, de tout le continent africain. C'est ça l'importance du monde arabe, du moins dans son versant méditerranéen-africain. Il s'agit d'un important facteur de stabilisation, ainsi qu'un puissant facteur de modernisation de l'Afrique. Si on peut utiliser le terme «modernisation de l'Afrique», cela veut dire rendre possible l'accès de tous les pays africains à la croissance économique, à des mécanismes politiques, à des mécanismes institutionnels, à des expériences nationales qui sont des expériences modernes.

Le deuxième danger dont je pense qu'il faut se prémunir à tout prix, c'est que la rive nord de la Méditerranée se déleste de son flanc sud. Il y a évidemment une recomposition des relations internationales, qu'à la limite je considérerais comme révolutionnaire, et qui me rappelle un peu la recomposition de l'Europe après la chute de Napoléon I<sup>er</sup>, en 1815: toutes les puissances européennes qui s'affirment comme des puissances nationales, et qui vont s'affirmer dans les 15 ou 20 années après comme des puissances coloniales. La recomposition est donc d'abord évidemment l'effondrement du mur de Berlim, la disparition de l'Union Soviétique, l'émergence de la Russie bref, le fait que l'Europe soit pratiquement tirée vers son Orient européen beaucoup plus que vers son Sud méditerranéen.

Ce sont donc là les deux lignes de fracture qui me semblent porteuses de dangers. C'est le délestage de tout ce qui risque d'arriver en Afrique — et je crois que la Somalie n'est qu'un avant-goût — et de tout ce qui risque d'arriver si jamais il n'y a pas cette politique d'équilibre entre la

frontière méridionale et la frontière orientale de l'Europe-CCE. Pourquoi? J'ai parlé des émigrés algériens, qui sont appelés immigrés en France, et ce qui s'annonce dans les années futures, à la fin de ce siècle qui est en même temps la fin d'un millénaire, c'est que le continent européen va être l'objet d'enjeux terribles en matière de migrations de personnes. Tous les analystes ou tous les observateurs de l'ex-Union Soviétique et des anciens pays de l'Est, parlent de 20 à 60 millions d'européens qui habitaient à Minsk, à Kiskoursk, etc., et qui iront s'établir progressivement dans l'Europe Occidentale avec ses frontières actuelles. Ce qu'on oublie, c'est que les flux qui viennent du sud sont encore plus importants. Or ce déséquilibre démographique se fait au détriment de l'Europe. Le monde arabo-musulman est un monde à forte démographie, et il y a des statistiques qui parlent de 800 millions à 1 milliard de musulmans. Ce milliard connaît, en plus, un taux de croissance qui n'est jamais inférieur à 2,5%, le taux le plus bas étant celui de la Tunisie. Il y a des faux famineux qui sont évidemment tempérés, malheureusement, par des mortalités infantiles importantes qui ont fait leur réapparition au cours des dernières années. Or ces dernières années correspondent à peu près aux programmes d'ajustement structurel, à l'effondrement des prix des matières premières, à la recomposition du bloc est-ouest, etc. Il y a donc deux menaces majeures. La première est le délestage de l'Afrique. Peut-être ferai-je une observation très incidente: li y a une sorte d'intégrisme écologique qui consiste à voir dans l'Afrique une réserve naturelle. C'est un continent où vivent actuellement plus de 650 millions d'habitants, dont à peu près 50% en-dessous du seuil relatif de pauvreté et 30% en-dessous du seuil absolu de pauvreté. Parmi les pays les plus pauvres du monde, la quasi totalité sont africains. Donc, là aussi, il faut avoir son attention braquée sur l'Afrique, pour son devenir, car le danger y est représenté par l'effondrement de l'économie, l'effondrement des systèmes sociaux, l'effondrement des expériences nationales, et nous allons avoir affaire non pas à un État, mais à un continent complètement déstabilisé. Le danger est de dire que ce qui nous importe le plus, c'est notre croissance économique, que ce qui nous intéresse le plus est le fait que notre société soit stable, alors qu'en fait ce que j'ai dit tout à l'heure à propos de la période révolutionnaire, c'est-à-dire le fait que des empires s'écroulent, c'est qu'il y a des nations qui deviennent l'objet d'appropriations tribales, il y a des États qui disparaissent, il y a des nations au plan géographique et de territoire qui deviennent des déserts. Or je considère que, d'un certain point de vue, les pays du

Maghreb peuvent constituer le Nord pour l'Afrique. C'est-à-dire que, du point de vue des pays africains limitrophes, comme le Mali, comme le Niger, comme le Tchad, etc., l'Algérie peut paraître un Eldorado. Cette image est reproduite, amplifiée, par les média, relativement à l'Algérie, qui a un certain nombre de choses nécessaires à la vie quotidienne qu'ils n'ont pas: elle a des frontières, des institutions, des écoles, des universités, une protection sociale, des hôpitaux qui fonctionnent, etc. Donc le nord de l'Afrique, constitue le nord de toute l'Afrique, c'est-à-dire du point de vue de la gestion des migrations, du point de vue du mouvement des personnes.

Relativement à ce que je disais à propos de la Méditerranée, si on ne fait pas attention au délestage — parce qu'il est stratégique, parce qu'il est plus important pour l'Europe d'entretenir des relations économiques denses avec l'ex-Europe Orientale, avec les anciennes démocraties populaires parce qu'il y a des expériences démocratiques qui se font, il y a des économies de marché qui sont en train de se faire, dans une transition quelquefois douloureuse et dont les coûts sociaux et politiques risquent d'être importants — le danger est de dire «ce qui se passe au sud ne m'intéresse pas». Le deuxième danger est de dire que la meilleure façon de préserver l'avenir, est de fermer les frontières et de gérer les migrations humaines à coups de lois, à coups de réglementations, etc. Alors que nous savons pertinemment qu'avec ce déferlement des migrants à l'échelle mondiale, la frontière n'existe pas. C'est au sens symbolique. On a beau être à Alger, on a beau être à Ouagadougou, le modèle de consommation occidentale apparaît comme étant le modèle-modèle. Ce qui faisait la force des États qui vivaient dans leurs frontières nationales, c'était le fait qu'on pouvait vivre différemment, c'est d'ailleurs ce que disait déjà Montaigne: «Vérité en-deçà, erreur au-delà». Ce qui veut dire que, même les jugements de valeur, étaient tout à fait relatifs. Ce n'est plus le cas maintenant.

Donc le fait de rendre mondial un modèle de consommation, rendre mondial un modèle familial, rendre mondial un modèle de relations humaines, est porteur de dangers parce que cela entretient la frustration nourrit l'agressivité. On a beau être enfermé dans ses frontières, on rage de n'avoir pas ceci ou de n'avoir pas cela, parce que, comme je l'ai dit, la frontière n'est plus sur la carte, elle est dans la tête. C'est avec cette expression que je termine. Je vous remercie.

*Djillali Liabés*